



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CFF RECYCLING ESKA

ROUTE DE LUNEVILLE
54300 Rehainviller

Références : CM/2025-0224
Code AIOT : 0006200544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement CFF RECYCLING ESKA implanté ROUTE DE LUNEVILLE 54300 Rehainviller. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CFF RECYCLING ESKA
- ROUTE DE LUNEVILLE 54300 Rehainviller
- Code AIOT : 0006200544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA DERICHEBOURG est autorisée à exploiter, sur la commune de Rehainviller, une installation de tri, transit et regroupement de métaux et déchets métalliques par arrêté préfectoral 1999-319 du 9 décembre 1999 modifié sous le régime de l'autorisation et agréé en tant que centre de récupération de VHU par arrêté préfectoral 2017-1968 du 9 mai 2018 portant renouvellement d'agrément PR 54 0007 D.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point particulier a été fait sur l'évolution des règles de gestion relatives aux centres VHU. Depuis le 1er janvier 2024, les exploitants de centre VHU sont tenus de disposer d'un contrat établi avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé pour pouvoir procéder aux opérations de reprise des VHU, de dépollution de ces véhicules et de traitement des déchets dangereux issus de ces véhicules.

La société ESKA DERICHEBOURD est sous contrat avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule" depuis le 31 janvier 2025 et d'autres contrats sont en cours de validation avec des systèmes individuels agréés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/01/2020, article 1er	Sans objet
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I	Sans objet
3	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-II	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté principalement sur les nouvelles dispositions applicables au 1er juillet 2024 et au 1er janvier 2025 des arrêtés ministériels suivants:

- du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 (entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage),
- du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux).

Les prescriptions contrôlées ne mettent pas en évidence de non-conformités dans la mise en œuvre attendue sur le site de Réhainviller.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2020, article 1er

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques : - 2718-1 : 25 t - 2791-1 : 70t/j et 15t/j - 2712-1 : 200 m ² - 2713-1 : 35800 m ² - 2560-2 : 300 kW
Constats : Il n'y a pas d'évolution de la situation administrative du site depuis la dernière visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. « Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. « Il comprend au minimum : « - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; « - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; « - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; « - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; « - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; « - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; « - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

<p>« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</p> <p>« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <p>« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</p> <p>« - la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions sont applicables au site de Rechainviller depuis le 1er juillet 2024 au titre des rubriques 2712 et 2713 (article 41.4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018).</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un plan de défense incendie pour le site de Rechainviller en date du 1er juillet 2024, dont un exemplaire a été remis lors de l'inspection.</p> <p>Il comporte:</p> <ul style="list-style-type: none"> • schémas d'alerte et d'organisation de la 1ère intervention en périodes ouvrées et en périodes non ouvrées, • appel des secours extérieurs avec message type de contact, • liste des interlocuteurs internes et externes, • modalités d'accueil des services d'incendie et de secours avec plan d'accès, • plan d'évacuation et de recensement des moyens, • plan du réseau de collecte, • sécurité du site (fiches de données de sécurité, compétence du personnel), • plan de localisation des zones de stockage. <p>Il a été envoyé pour avis et remarques au SDIS sans retour de leur part depuis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. « En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. » Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. « Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. » Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. « Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens</p>

<p>d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. « Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions sont applicables au site de Rechainviller depuis le 1er juillet 2024 au titre des rubriques 2712 et 2713 (article 41.5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018). Un exercice de défense a été réalisé le 15 avril 2024 et un compte-rendu a bien été établi, transmis à l'inspection par courriel du 14 février 2025. Le personnel reçoit une formation annuelle. Des exercices internes sont également réalisés au moins une fois par an, les derniers ayant eu lieu le 13 mai 2024 et le 27 décembre 2024. La traçabilité est assurée via le registre incendie, consulté lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des VHU avant dépollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire. » (applicable à compter du 1er janvier 2025) L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. « L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes : « - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ; « - pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ; « - pour les véhicules hors d'usage accidentés : « - les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ; « - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries. » (6 alinéas ci-dessus applicables à compter du 1er juillet 2024) La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour répondre à ces nouvelles prescriptions, l'exploitant met en place les dispositions suivantes:</p>

- véhicules thermiques: retrait des batteries dès réception que le VHU soit accidenté ou non,
- VHU hybrides et électriques non acceptés sur le site de Rehainviller,
- pas d'empilement des VHU à dépolluer,
- dépollution des VHU à traiter sous une à deux semaines en moyenne,
- mise en place d'un bac spécifique couvert et étanche pour le stockage des batteries issues de VHU accidentés, stocké séparément des autres batteries. Lors de l'évacuation des batteries vers le centre de traitement, bac vidé dans la benne juste avant le départ du camion affrété par l'exutoire,
- stockage du bac distant de 4 mètres des autres zones de l'installation, sur aire étanche reliée au séparateur d'hydrocarbures,
- pas de VHU accidenté en cours d'expertise sur site.

Il a été constaté lors de la visite du site la présence effective de VHU accidentés et expertisés, stockés dans une zone dédiée, les batteries ayant été enlevées préalablement à leur stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des VHU

Prescription contrôlée :

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. (rédaction en gras supprimée à compter du 1er janvier 2026)

« Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

« Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du risque. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. » (2 alinéas ci-dessus applicables à compter du 1er janvier 2026)

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.
<p>Constats :</p> <p>Le site ne prenant pas en charge de VHU hybrides ou électriques, il n'y a pas de présence de batteries au lithium.</p> <p>Les batteries démontées sont stockées temporairement dans la journée dans des bacs étanches, munis de rétention, avant d'être transférées dans une benne de stockage spécifique étanche et couvertes.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté le mauvais état de certains de ces bacs étanches. L'exploitant a procédé au retrait des bacs non intègres et leur marquage à l'aide d'une croix rouge, attestés par courriel du 14 février 2025.</p> <p>La périodicité des collectes est de 10 jours, le stockage sur site n'excédant donc pas 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite